ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 2 juin 1986, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude", a donné le 5 novembre 1986 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 2 juni 1986 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers", heeft op 5 november 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Comme le projet remplace l'article 25 de la loi du ler juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, et insère à la suite de cet article trois articles numérotés 25bis, 25ter et 25quater, il est inutile de consacrer un article distinct à chacun des articles en projet. Il est tenu compte de cette observation dans les textes qui seront proposés ci-après.

+

B. La procédure de recours contre la décision ordonnant l'internement (nouvel article 25ter) est la même que celle du recours contre la décision refusant la libération d'un interné (nouvel article 25quater, alinéas 6 à 11). Pour éviter les redites, il est suggéré de remplacer les alinéas 6 à 11 de l'article 25quater, par un alinéa 6 qui renvoie à l'article 25ter.

EXAMEN DU TEXTE.

Article ler.

Compte tenu de l'observation générale formulée ci-avant, l'article devrait être présenté comme suit :

.../...

"Article ler.-

L'article 25 de la loi du ler juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 25.- ...

Article 25bis.- ...

Article 25ter.- ...

Article 25quater.- ...".

Article 25 (en projet).

Le nouveau texte tend à consacrer la pratique suivie actuellement. C'est le Ministre de la Justice qui décide si le condamné mis à la disposition du Gouvernement sera interné ou laissé en liberté. S'il décide de laisser le condamné en liberté, le Ministre fixe les conditions qu'il doit respecter et le place sous la surveillance d'un service dépendant de l'administration pénitentiaire, le service social et de probation.

Cette modification de l'article 25 ne résulte pas d'une exigence de l'arrêt de la Cour des droits de l'homme, mais il est préférable que les pouvoirs du Ministre soient déterminés de façon plus précise qu'ils ne le sont dans le texte actuel.

Ni la version française, ni la version néerlandaise ne disent expressément que les personnes mises à la disposition du Gouvernement peuvent être laissées en liberté.

.../...

D'autre part, dans le texte français, est utilisé le mot "guidance" qu'aucun dictionnaire de la langue française ne connaît (1).

Selon le fonctionnaire délégué, ce terme est un euphémisme pour "surveillance". Le verbe "begeleiden" de la version néerlandaise a le sens général d'accompagner. L'idée que les auteurs du texte ont voulu exprimer est que le Ministre peut imposer aux récidivistes ou délinquants d'habitude qu'il met en liberté, de respecter certaines conditions qu'il détermine.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 25.-

A l'expiration de leur peine d'emprisonnement, les récidivistes et délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement sont placés sous la surveillance du Ministre de la Justice qui peut les laisser en liberté sous les conditions qu'il détermine, ou ordonner leur internement".

Article 25bis (en projet).

Le premier alinéa du nouvel article 25bis fixe les conditions requises pour qu'un récidiviste ou un délinquant d'habitude puisse être interné. Ces conditions sont différentes selon que l'intéressé est détenu ou qu'il est en liberté.

.../...

---

(1) Le grand Robert connaît le mot "guidage" : action de guider; "guidance" est un néologisme de caractère contestable. A noter qu'il a déjà été employé dans des textes réglementaires (voir par exemple : arrêté royal du 27 juillet 1971 fixant les modalités d'organisation de la guidance des élèves fréquentant les établissements ou sections d'enseignement spécial).

Le 1° du premier alinéa, qui vise la première hypothèse, est rédigé comme suit :

> "lorsque, à l'expiration d'une privation de liberté, des éléments propres à leur personnalité ou à leur situation sociale constituent un obstacle majeur à leur réinsertion sociale".

Les conditions requises se ramènent en réalité à une seule : le récidiviste ou délinquant d'habitude détenu peut être interné immédiatement si sa réintégration dans la société s'avère impossible. Les précisions qui accompagnent l'énoncé de cette condition n'ont d'autre but que d'éviter une motivation stéréotypée en imposant au Ministre de faire état des circonstances de fait propres à chaque cas pour justifier les décisions d'internement. Elles seraient mieux à leur place dans le second alinéa du nouvel article 25bis qui traite de la motivation des décisions.

La même remarque peut d'ailleurs être faite à propos du 2° qui est rédigé comme suit :

> "lorsque leur comportement en liberté révèle un danger social pouvant notamment se manifester par le non-respect des conditions qui leur ont été imposées".

La condition unique d'application de cette disposition est que les récidivistes et délinquants d'habitude laissés en liberté se comportent de façon à constituer un danger pour la société.

+

Le 1° du premier alinéa commence par les mots "lorsque à l'expiration d'une privation de liberté". Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué que l'on entend viser par ces mots, non seulement le délinquant qui purge une peine de prison mais aussi celui qui, après avoir été remis en liberté, est mis en détention préventive parce qu'il est soupçonné d'avoir commis une nouvelle infraction. Les auteurs du projet désirent éviter ainsi, selon le fonctionnaire délégué, qu'un détenu soit remis en liberté, alors qu'il devrait, de toute façon, être interné ou réinterné.

L'hypothèse envisagée par les auteurs du texte appelle l'observation suivante. Ou bien c'est à juste titre que le récidiviste ou délinquant d'habitude, remis en liberté, est placé en détention préventive; dans ce cas, l'action publique étant en cours, toute mesure d'internement est exclue. Ou bien, au contraire, le récidiviste ou délinquant d'habitude, en détention préventive, est mis en liberté parce que les charges retenues contre lui ne sont pas fondées; dans cette hypothèse, il n'est pas légitime de prendre à son égard une mesure d'internement sur base de l'article 25bis, alinéa ler, 1°, alors que cette mesure ne pourrait être fondée que sur le motif prévu dans l'alinéa ler, 2°, de l'article précité.

C'est pourquoi, il est proposé de remplacer les mots "à l'expiration d'une privation de liberté" par les mots "à l'expiration d'une peine privative de liberté".

+

Dans le deuxième alinéa, il y aurait lieu de prévoir que la notification de la décision d'internement se fait par la remise d'un écrit. Une telle condition est d'ailleurs prévue dans l'hypothèse du rejet d'une demande de mise en liberté après un an d'internement (article 25quater, alinéa 5).

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

"Article 25bis.-

Le Ministre de la Justice peut ordonner l'internement d'un récidiviste ou d'un délinquant d'habitude mis à la disposition du Gouvernement :

1° lorsque, à l'expiration d'une peine privative de liberté, sa réintégration dans la société s'avère impossible;

2° lorsque son comportement en liberté révèle un danger pour la société.

La décision d'internement doit être motivée. Elle précise, selon le cas, soit les éléments propres à la personnalité ou à la situation sociale de l'intéressé qui font obstacle à sa réintégration dans la société, soit les agissements par lesquels il s'est révélé dangereux pour la société et notamment les manquements aux conditions qui lui ont été imposées.

La décision est immédiatement exécutoire. Elle est notifiée à l'intéressé, qui en reçoit copie, par le directeur de l'établissement où il est détenu, ou, s'il est en liberté, dans les vingt-quatre heures, par le directeur de l'établissement où il est interné".

.../...

Article 25ter (en projet).

Suivant cet article, le recours que l'interné peut exercer contre la décision ministérielle d'internement est examiné par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel dans le ressort de laquelle siège la juridiction qui a prononcé la mise à la disposition du Gouvernement.

Le choix de la chambre des mises en accusation s'explique par un souci de célérité qui est d'autant plus justifié que la décision d'internement est immédiatement exécutoire et que le délai pour statuer sur le recours est relativement bref. Le fonctionnaire délégué a donné trois autres raisons pour justifier la compétence de la chambre des mises en accusation :

1° la décision mettant le récidiviste ou délinquant d'habitude à la disposition du Gouvernement peut avoir été prise par une cour (cour d'assises ou cour d'appel) donc une juridiction d'un niveau supérieur à celui de la chambre du conseil;

2° la chambre des mises en accusation offre plus de garanties aux justiciables parce qu'elle se compose de trois magistrats, alors qu'il n'y en a habituellement qu'un à la chambre du conseil (1);

.../...

---

(1) L'article 94 du Code judiciaire porte que : "la chambre du conseil du tribunal de première instance siégeant en matière correctionnelle peut être composée d'un seul juge". Mais l'encombrement des rôles aussi bien des chambres civiles que des chambres correctionnelles a pour conséquence que la chambre du conseil siégeant en matière correctionnelle se compose habituellement d'un seul juge.

3° l'attribution de compétence à la chambre du conseil entraînerait un droit d'appel qui ne se justifie pas puisque le juge qui se prononcera sur la légalité d'un internement statuera déjà sur appel d'une décision du Ministre.

L'exposé des motifs est muet à cet égard. Il serait souhaitable que les raisons qui viennent d'être exposées pour justifier le choix de la chambre des mises en accusation y soient indiquées.

La chambre des mises en accusation est, il est vrai, une juridiction d'instruction qui, en principe, siège à huis clos. Si le huis clos se justifie quand une juridiction se prononce sur l'instruction en cours, il se justifie moins dans une procédure où la juridiction saisie se prononce sur la requête de mise en liberté d'un délinquant mis à la disposition du Gouvernement. Il y a d'autant moins de raison de prévoir le huis clos dans une telle procédure qu'aucune raison impérieuse ne l'impose, sinon l'intérêt du requérant qui pourrait souhaiter qu'un débat au cours duquel pourront être évoqués sa personnalité et son milieu social, ne soit pas public. Surtout, la publicité de l'audience est l'une des conditions pour que, suivant l'article 6, 1, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, un procès soit équitable lorsqu'il a pour objet une contestation

.../...

sur des droits civils dont le droit à la liberté fait naturellement partie (1).

Il est, dès lors, proposé d'insérer entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 de l'article en projet, un alinéa rédigé comme suit :

"Sauf dans les cas où la publicité est jugée dangereuse pour l'ordre et les moeurs, l'audience de la chambre des mises en accusation est publique si le requérant le demande".

+

Suivant l'alinéa 1er, la requête de l'interné est adressée "au procureur général près la Cour d'appel dans le ressort de laquelle siège la juridiction qui a prononcé (la) mise à la disposition du Gouvernement".

.../...

---

(1) Sur la publicité des audiences, voyez notamment Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, arrêt Lecompte I du 23 juin 1981, série A, n° 43, Journal des tribunaux, 1981, p. 622, et note P. LAMBERT; arrêt Lecompte II, série A, n° 58;
Cour de cassation, 14 avril 1983, Journal des tribunaux, 1983, p. 607, et les conclusions de l'avocat général VELU, ces décisions rappelant, en matière disciplinaire, le caractère essentiel de la publicité des audiences.

Le texte actuel de l'article 26 de la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale prévoit déjà que la requête de mise en liberté est adressée au procureur général près la cour d'appel. Cette procédure est inspirée de celle de la réhabilitation pénale (1).

Le recours prévu par l'article en projet, se limitant à un contrôle de légalité de la décision attaquée, est plus proche des voies de recours ordinaires en matière pénale que de la demande en réhabilitation pénale. On relève ainsi que suivant l'article 174 du Code d'instruction criminelle : "L'appel des jugements rendus par le tribunal de police sera porté devant le tribunal correctionnel" et que, suivant l'article 200 du même Code : "Les appels des jugements rendus par les tribunaux correctionnels seront tous portés devant la cour d'appel du ressort".

Si dans les articles en matière de pourvoi en cassation, on ne trouve pas un texte semblable à ceux qui viennent d'être cités, il ressort néanmoins des articles 496 et suivants du même Code, que la déclaration de pourvoi, faite au greffe de la juridiction qui a prononcé la décision contre laquelle on se pourvoit, est transmise au greffe de la Cour de cassation par l'intermédiaire du ministère public.

Il serait donc plus conforme au droit commun de la procédure criminelle d'adresser la requête à la chambre des mises en accusation de la cour d'appel compétente. Le greffe de la cour transmettra le texte de la requête au procureur général qui y donnera la suite décrite dans l'article en projet.

+

.../...

---

(1) Suivant les articles 628 à 630 du Code d'instruction criminelle, la requête est adressée au procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel le requérant réside et celui-ci la transmet, avec son avis, au procureur général qui la soumet à la chambre des mises en accusation.

Suivant l'alinéa 2, le procureur général communique immédiatement la requête au Ministre qui fournit, avec le dossier administratif, toutes les informations jugées utiles.

Normalement, toutes les informations relatives au requérant se trouvent au dossier administratif. Le fonctionnaire délégué est d'accord sur ce point. Selon lui, les mots "toutes les informations jugées nécessaires" visent à permettre au Ministre de fournir des explications ou des commentaires à propos de la requête et du dossier, sous forme d'un mémoire en réponse.

+

L'alinéa 2, première phrase, impose au Ministre de fournir le dossier administratif mais sans fixer de délai. L'alinéa 2, deuxième phrase, impose au procureur général de saisir la chambre des mises en accusation dans le mois qui suit la requête mais ne fixe pas les conséquences du dépassement de ce délai.

Si le Ministre tarde à fournir le dossier, le procureur général doit soumettre la requête seule à la chambre des mises en accusation avant l'expiration du délai de un mois prévu à l'alinéa 2.

Dans ce cas, la chambre des mises en accusation n'est pas en mesure de statuer et, constatant l'absence du dossier administratif, elle prendra une décision ordonnant que le dossier soit déposé. Cette décision emporte, conformément à l'alinéa 4 du même article, la prorogation de deux semaines du délai de deux mois dans lequel elle doit statuer sur la requête.

+

L'alinéa 2, deuxième phrase, impose au procureur général d'avertir l'intéressé du jour et de l'heure où sa requête sera examinée par la chambre des mises en accusation mais ne fixe pas le délai qui doit s'écouler entre cette notification et le jour de l'audience. Le requérant doit cependant disposer d'un délai suffisant avant l'audience pour préparer sa défense et, éventuellement, faire appel à un conseil. Il est proposé de fixer ce délai à huit jours francs.

+

Aucune disposition du projet ne dit que le requérant doit comparaître soit en personne, soit par mandataire. L'alinéa 3 suppose que le requérant a comparu en personne ou qu'il s'est fait représenter. Selon le fonctionnaire délégué, la formule "après avoir entendu l'intéressé ou son avocat" a été préférée à la formule "après avoir entendu l'intéressé et son avocat" pour réserver la possibilité au requérant de se faire représenter par un avocat.

En matière correctionnelle, le prévenu peut se faire représenter par son conseil dans des cas exceptionnels indiqués à l'article 185, § 2, du Code d'instruction criminelle (1). Rien, en l'espèce, ne permet de s'écarter de la règle de la comparution personnelle. La requête ne devant pas être motivée, il sera le plus souvent nécessaire que la chambre des mises en accusation puisse poser des questions au requérant en personne.

.../...

(1) Suivant l'article 185, § 2, du Code d'instruction criminelle : "Le prévenu comparaîtra en personne. Il pourra cependant se faire représenter par un avocat dans les affaires relatives à des délits qui n'entraînent pas la peine d'emprisonnement à titre principal ou dans les débats qui ne portent que sur une exception, sur un incident étranger au fond ou sur les intérêts civils".

Si le requérant n'est pas présent mais a présenté une excuse valable pour ne pas comparaître (par exemple, qu'il est gravement malade), la chambre des mises en accusation peut évidemment renvoyer la cause à une audience ultérieure, conformément à la disposition de l'alinéa 5. En dehors de cette hypothèse, aucune disposition ne dit ce que doit faire la chambre des mises en accusation si le requérant ne comparaît pas.

Deux solutions sont possibles : ou bien la chambre déclare la requête irrecevable sur la seule constatation de l'absence du requérant ou bien elle statue par défaut.

Il appartient au Gouvernement et aux Chambres législatives de choisir entre ces deux solutions et, si la seconde est retenue, de décider si l'arrêt rendu par défaut peut être attaqué par la voie de l'opposition. En ce cas, il faudrait prévoir la signification de l'arrêt par défaut et fixer la forme et le délai de l'acte d'opposition.

+

Aucune disposition du projet ne prévoit que le dossier doit être communiqué à l'intéressé ou à son conseil ou mis à leur disposition avant l'audience. A défaut de cette possibilité, le procès pourrait être considéré comme inéquitable au regard de l'article 6, § 1er, de la Convention européenne des droits de l'homme, puisque le procureur général peut, lui, consulter le dossier.

Il est proposé de mettre le dossier à la disposition du requérant et de son conseil, au moins cinq jours avant l'audience au cours de laquelle la requête sera examinée.

+

Les alinéas 4, 5 et 6 n'appellent pas d'observation, sous réserve toutefois de remplacer dans la deuxième phrase de l'alinéa 4, les mots "données complémentaires" par les mots "informations complémentaires".

En conclusion, il est proposé de rédiger l'article 25ter en projet comme suit :

"Article 25ter.

Un récidiviste ou un délinquant d'habitude peut se pourvoir contre la décision du Ministre qui ordonne son internement, par application de l'article 25bis. Il adresse à cette fin une requête à la chambre des mises en accusation de la cour d'appel dans le ressort de laquelle siège la juridiction qui a prononcé sa mise à la disposition du Gouvernement, dans les dix jours (1) de la notification de la décision. Le greffe de la cour d'appel transmet la requête au procureur général.

Le procureur général communique immédiatement cette requête au Ministre qui lui transmet le dossier administratif de l'intéressé et lui fournit toutes les explications qu'il juge utiles. Dans le mois qui suit le dépôt de la requête, le procureur général soumet celle-ci à la chambre des mises en accusation et avertit le requérant au moins huit jours (2) francs à l'avance, par lettre recommandée à la poste, du jour et de l'heure où l'affaire sera traitée.

---

(1) Le délai est donné à titre indicatif.
(2) Idem.

.../...

Sauf dans les cas où la publicité est jugée dangereuse pour l'ordre et les moeurs, l'audience de la chambre des mises en accusation est publique si le requérant le demande.

Le requérant comparaît en personne et peut se faire assister par un avocat. Le dossier est mis à la disposition du requérant et de son conseil avant l'audience, pendant cinq jours (1) au moins.

La chambre des mises en accusation statue dans les deux mois du dépôt de la requête après avoir entendu le requérant et son conseil ainsi que le ministère public (2).

Si la chambre des mises en accusation ... (la suite comme au projet, sauf à écrire "informations complémentaires" au lieu de "données complémentaires" et "du délai prévu à l'alinéa 5" au lieu de "du délai prévu à l'alinéa précédent")".

Article 25quater (en projet).

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour l'ensemble de l'article :

"Article 25quater.

Après un an de privation de liberté fondée exclusivement sur une décision d'internement prise conformément à l'article 25bis, le récidiviste ou le délinquant d'habitude interné peut demander au Ministre de la Justice d'être remis en liberté.

Cette demande peut être renouvelée d'année en année.

---

(1) Le délai est donné à titre indicatif.
(2) Voir l'observation faite à la page 14 du présent avis, pour le cas où le requérant ne comparaît pas à l'audience.

.../...

Le Ministre statue dans le mois de la demande et peut rejeter celle-ci si la réintégration de l'intéressé dans la société s'avère toujours impossible.

Si le Ministre n'a pas statué dans le délai fixé, l'intéressé est mis en liberté.

La décision par laquelle le Ministre rejette la demande doit être motivée conformément à l'article 25bis, alinéa 2, et notifiée à l'intéressé qui en reçoit copie, par le directeur de l'établissement où il est interné.

Le récidiviste ou le délinquant d'habitude interné en application de l'article 25bis peut se pourvoir contre la décision du Ministre, suivant la procédure prévue à l'article 25ter".

Article 5 (devenant l'article 2 du projet).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 2.-

A l'article 26 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots ... (comme au projet);

2° l'alinéa 1er est complété comme suit :

"Sauf dans les cas où la publicité est jugée dangereuse pour l'ordre et les moeurs, l'audience de la chambre des mises en accusation est publique si le requérant le demande".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Aangezien het ontwerp artikel 25 van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers vervangt en in die wet, direct na dat artikel, de nieuwe artikelen 25bis, 25ter en 25quater invoegt, is het onnodig aan elk van de ontworpen artikelen een afzonderlijk artikel te wijden. Met die opmerking wordt rekening gehouden in de teksten die hierna voorgesteld zullen worden.

+

B. De procedure van beroep tegen de beslissing die de internering gelast (nieuw artikel 25ter) is dezelfde als die van het beroep tegen de beslissing die de invrijheidstelling van een geïnterneerde weigert (nieuw artikel 25quater, zesde tot elfde lid). Om nodeloze herhalingen te voorkomen, wordt in overweging gegeven de leden 6 tot 11 van artikel 25quater te vervangen door een zesde lid dat verwijst naar artikel 25ter.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1.

Gelet op de hierboven geformuleerde algemene opmerking, zou het artikel als volgt ingericht moeten worden :

.../...

"Artikel 1.-

Artikel 25 van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers wordt vervangen door de volgende bepalingen :

Artikel 25.- ...

Artikel 25bis.- ...

Artikel 25ter.- ...

Artikel 25quater.- ...".

Het ontworpen artikel 25.

De nieuwe tekst strekt ertoe de thans gevolgde praktijk tot regel te verheffen. De Minister van Justitie is het die beslist of de ter beschikking van de Regering gestelde veroordeelde geïnterneerd dan wel in vrijheid gelaten zal worden. Beslist de Minister dat de veroordeelde in vrijheid zal worden gelaten, dan bepaalt hij de door deze in acht te nemen voorwaarden en plaatst hij hem onder het toezicht van een dienst die afhangt van het Bestuur Strafinrichtingen, de sociale en probatiedienst.

Die wijziging van artikel 25 volgt niet uit een eis van het arrest van het Hof voor de rechten van de mens, maar het is verkieslijk dat de bevoegdheden van de Minister nauwkeuriger worden bepaald dan in de huidige tekst het geval is.

Noch de Nederlandse, noch de Franse versie bepaalt uitdrukkelijk dat de ter beschikking van de Regering gestelde personen in vrijheid kunnen worden gelaten.

.../...

Anderzijds wordt in de Franse tekst gewerkt met het woord "guidance", dat in geen enkel woordenboek van de Franse taal opgenomen is (1).

Volgens de gemachtigde ambtenaar is die term een eufemisme voor "surveillance". Het in de Nederlandse tekst gebruikte werkwoord "begeleiden" heeft in het Frans de algemene betekenis van "accompagner". De idee welke de stellers van de tekst tot uiting hebben willen brengen is dat de Minister de recidivisten of gewoontemisdadigers die hij in vrijheid stelt, kan verplichten bepaalde, door hem gestelde voorwaarden in acht te nemen.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 25.-

Na afloop van hun gevangenisstraf worden de recidivisten en gewoontemisdadigers die ter beschikking van de Regering zijn gesteld, onder het toezicht geplaatst van de Minister van Justitie, die hen in vrijheid kan laten onder de door hem bepaalde voorwaarden, of hun internering kan gelasten".

Het ontworpen artikel 25bis.

Het eerste lid van het nieuwe artikel 25bis bepaalt onder welke voorwaarden een recidivist of een gewoontemisdadiger geïnterneerd kan worden. Die voorwaarden verschillen naargelang de betrokkene zich in hechtenis bevindt of in vrijheid is.

.../...

---

(1) "Le grand Robert" kent wel het woord "guidage : action de guider"; "guidance" is een betwistbaar neologisme. Er zij op gewezen dat met dat woord reeds gewerkt is in verordeningsteksten (zie bijvoorbeeld : koninklijk besluit van 27 juli 1971 houdende organisatiemodaliteiten van de begeleiding ("guidance") der leerlingen die instellingen of afdelingen voor buitengewoon onderwijs volgen).

De bepaling onder 1° van het eerste lid heeft betrekking op de eerste hypothese en luidt als volgt :

> "indien na afloop van de vrijheidsberoving bepaalde gegevens in verband met hun persoonlijkheid of hun maatschappelijke toestand een belangrijke belemmering vormen voor hun sociale reclassering".

In feite komt dat alles neer op één enkele voorwaarde de recidivist of gewoontemisdadiger die zich in hechtenis bevindt kan onmiddellijk geïnterneerd worden indien de reclassering onmogelijk blijkt te zijn. Hetgeen bij de formulering van die voorwaarde als verdere uitleg is meegegeven, heeft alleen tot doel een stereotiepe motivering van de internerings-beslissingen te voorkomen door de Minister ertoe te verplichten voor het verantwoorden van die beslissingen melding te maken van de feitelijke omstandigheden die eigen zijn aan elk geval. Die uitleg zou beter in het tweede lid van het nieuwe artikel 25bis staan, dat handelt over de motivering van de beslissingen.

Dezelfde opmerking kan trouwens worden gemaakt bij de bepaling onder 2°, die als volgt luidt :

> "indien in de gedragingen van de invrijheidgestelden een gevaar voor de maatschappij waarneembaar is dat onder meer blijkt uit het niet in acht nemen van de hun opgelegde voorwaarden".

De enige voorwaarde voor de toepassing van die bepaling is dat de in vrijheid gelaten recidivisten en gewoontemisdadigers zich zo gedragen dat ze een gevaar voor de maatschappij vormen.

+

De bepaling onder 1° van het eerste lid begint met de woorden "indien na afloop van de vrijheidsberoving". Naar de gemachtigde ambtenaar aan de Raad van State heeft medegedeeld, wil men die woorden niet alleen doen slaan op de misdadiger die een gevangenisstraf uitzit, maar ook op die welke, na in vrijheid te zijn gesteld, in voorlopige hechtenis wordt genomen omdat hij van een nieuw misdrijf verdacht wordt. De stellers van het ontwerp willen hiermee, volgens de gemachtigde ambtenaar, vermijden dat een aangehoudene in vrijheid gesteld wordt, terwijl hij hoe dan ook geïnterneerd of opnieuw geïnterneerd zou moeten worden.

In verband met de hypothese die de stellers van de tekst op het oog hebben, is het volgende op te merken. Ofwel wordt de in vrijheid gestelde recidivist of gewoontemisdadiger terecht in voorlopige hechtenis geplaatst; in dat geval is elke interneringsmaatregel uitgesloten omdat de strafvordering aan de gang is. Ofwel wordt de recidivist of gewoontemisdadiger die zich in voorlopige hechtenis bevindt, daarentegen in vrijheid gesteld omdat de tenlastelegging tegen hem niet gegrond is; in dat geval is het niet gewettigd om te zijnen opzichte een interneringsmaatregel te nemen op grond van artikel 25bis, eerste lid, 1°, daar die maatregel alleen zou kunnen steunen op het motief bepaald in het eerste lid, 2°, van dat artikel.

Om die reden wordt voorgesteld de woorden "na afloop van de vrijheidsberoving" te vervangen door de woorden "na afloop van een vrijheidsstraf".

+

.../...

In het tweede lid zou moeten worden bepaald dat de kennisgeving van de beslissing tot internering geschiedt door afgifte van een geschrift. Daarin wordt trouwens voorzien in geval van afwijzing van een verzoek tot invrijheidstelling na een jaar internering (artikel 25quater, vijfde lid).

Met inachtneming van de bovenstaande opmerkingen, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 25bis.-

De Minister van Justitie kan de internering gelasten van een recidivist of van een gewoontemisdadiger die ter beschikking van de Regering is gesteld :

1° wanneer na afloop van een vrijheidsstraf, zijn reclassering onmogelijk blijkt te zijn;

2° wanneer zijn gedragingen in vrijheid een gevaar voor de maatschappij te zien geven.

De beslissing tot internering moet met redenen omkleed zijn. Zij preciseert, naargelang van het geval, ofwel de gegevens in verband met de persoonlijkheid of met de maatschappelijke toestand van de betrokkene die zijn reclassering in de weg staan, ofwel de praktijken waardoor hij een gevaar voor de maatschappij is gebleken, en inzonderheid de tekortkomingen in het vervullen van de voorwaarden die hem zijn opgelegd.

De beslissing is onmiddellijk uitvoerbaar. Zij wordt de betrokkene, die er een afschrift van ontvangt, ter kennis gebracht door de directeur van de inrichting waar hij zich in hechtenis bevindt, of, indien hij zich in vrijheid bevindt, binnen vierentwintig uren, door de directeur van de inrichting waar hij geïnterneerd wordt".

.../...

Het ontworpen artikel 25ter.

Volgens dat artikel wordt van het beroep dat de geïnterneerde kan instellen tegen de ministeriële beslissing tot internering, kennis genomen door de kamer van inbeschuldigingstelling van het hof van beroep in wiens rechtsgebied de rechtbank die de terbeschikkingstelling van de Regering heeft uitgesproken, haar zetel heeft.

Voor de kamer van inbeschuldigingstelling is gekozen ter wille van de spoed, die hier des te meer verantwoord is daar de beslissing tot internering onmiddellijk uitvoerbaar is en de termijn om over het beroep uitspraak te doen betrekkelijk kort. De gemachtigde ambtenaar heeft drie andere redenen opgegeven ter verantwoording van de bevoegdheid van de kamer van inbeschuldigingstelling in dezen :

1° de beslissing waarbij de recidivist of gewoontemisdadiger ter beschikking van de Regering wordt gesteld kan genomen zijn door een hof (hof van assissen of hof van beroep), door een gerecht dus dat op een hoger niveau staat dan de raadkamer;

2° de kamer van inbeschuldigingstelling biedt de rechtzoekende meer waarborgen doordat ze bestaat uit drie magistraten, terwijl er in de raadkamer gewoonlijk maar één is (1);

3° toekenning van bevoegdheid aan de raadkamer zou een recht van beroep meebrengen dat niet verantwoord is, want de rechter die zich zal uitspreken over de wettigheid van de internering, doet dat reeds op beroep tegen een beslissing van de Minister.

.../...

---

(1) Artikel 94 van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt : "De raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg die zitting houdt in correctionele zaken kan bestaan uit één rechter". Maar de overbelasting van de rollen, zowel van de burgerlijke kamers als van de correctionele kamers, heeft tot gevolg dat de raadkamer die zitting houdt in correctionele zaken gewoonlijk uit één rechter bestaat.

De memorie van toelichting zegt daar niets over. Het zou wenselijk zijn dat de redenen die hierboven zijn opgegeven ter verantwoording van de keuze van de kamer van inbeschuldigingstelling, daarin vermeld zouden worden.

De kamer van inbeschuldigingstelling is weliswaar een onderzoeksgerecht dat, in beginsel, zitting houdt met gesloten deuren. Is het sluiten der deuren gewettigd wanneer een gerecht zich uitspreekt over het aan de gang zijnde onderzoek, minder te verantwoorden is dat voor een procedure waarin het gerecht waarbij de zaak aanhangig is, zich uitspreekt over de aanvraag tot invrijheidstelling van een ter beschikking van de Regering gestelde misdadiger. Er is des te minder grond om in zo'n procedure het sluiten der deuren voor te schrijven, daar geen enkele dwingende reden het vereist, behalve het belang van de aanvrager, die zou kunnen verlangen dat een debat, tijdens hetwelk zijn persoonlijkheid en zijn sociaal milieu ter sprake kunnen komen, niet openbaar is. Vooral is het zo dat de openbaarheid van de terechtzitting één van de voorwaarden is opdat een proces, overeenkomstig artikel 6, § 1, van het Europese Verdrag tot bescherming der rechten van de mens en de fundementele vrijheden, een eerlijk proces zou zijn wanneer het een betwisting betreft over burgerlijke rechten, waartoe het recht op vrijheid uiteraard behoort (1).

.../...

---

(1) Over de openbaarheid van de terechtzittingen, zie onder meer : Europees Hof voor de rechten van de mens van Straatsburg, arrest Lecompte I van 23 juni 1981, reeks A, nr. 43, "Journal des Tribunaux", 1981, blz. 622, en noot P. LAMBERT; arrest Lecompte II, reeks A, nr. 58;
Cass., 14 april 1983, "Journal des Tribunaux", 1983, blz. 607, en de conclusie van advocaat-generaal VELU. In die beslissingen wordt erop gewezen dat, in tuchtzaken, de openbaarheid van de terechtzittingen essentieel is.

Derhalve wordt voorgesteld tussen het tweede en het derde lid van het ontworpen artikel, een lid in te voegen, luidend als volgt :

"Behoudens in de gevallen dat de openbaarheid gevaarlijk wordt geacht voor de orde en de goede zeden, is de terechtzitting van de kamer van inbeschuldigingstelling openbaar indien de aanvrager hierom verzoekt".

+

Volgens het eerste lid wordt de aanvraag van de geïnterneerde gericht "tot de procureur-generaal van het hof van beroep van het rechtsgebied waarbinnen de rechtbank die de terbeschikkingstelling van de Regering heeft uitgesproken, haar zetel heeft".

De huidige tekst van artikel 26 van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij bepaalt reeds dat de aanvraag tot invrijheidstelling wordt gericht tot de procureur-generaal van het hof van beroep. Deze procedure sluit bij die welke van toepassing is inzake herstel in eer en rechten (1).

Het beroep waarin het ontworpen artikel voorziet, is beperkt tot een controle op de wettigheid van de bestreden beslissing en staat dus dichter bij de gewone rechtsmiddelen in strafzaken dan bij de aanvraag tot herstel in eer en rechten. Zo merkt men op dat artikel 174 van het Wetboek

.../...

---

(1) Volgens de artikelen 628 tot 630 van het Wetboek van Strafvordering, wordt de aanvraag gericht tot de procureur des Konings van het arrondissement waarin de aanvrager verblijft. De procureur des Konings bezorgt de aanvraag, samen met zijn advies, aan de procureur-generaal, die ze voorlegt aan de kamer van inbeschuldigingstelling.

van strafvordering bepaalt : "Het hoger beroep van de vonnissen, door de politierechtbank gewezen, wordt voor de correctionele rechtbank gebracht" en artikel 200 van hetzelfde Wetboek : "Het hoger beroep van de vonnissen gewezen door de correctionele rechtbanken wordt gebracht voor het hof van beroep van het rechtsgebied".

Al vindt men in de artikelen betreffende de voorziening in cassatie geen tekst als de hierboven aangehaalde, toch blijkt uit de artikelen 496 en volgende van hetzelfde Wetboek, dat de verklaring van voorziening, afgelegd bij de griffie van de rechtbank die de beslissing heeft genomen tegen welke men voorziening instelt, door het openbaar ministerie wordt bezorgd aan de griffie van het Hof van cassatie.

Het zou dan ook meer in overeenstemming zijn met het gemeen recht ter zake van strafvordering indien de aanvraag werd gericht tot de kamer van inbeschuldigingstelling van het bevoegde hof van beroep. De griffie van het hof moet de tekst van de aanvraag bezorgen aan de procureur-generaal en deze zal de aanvraag voort behandelen zoals voorgeschreven in het ontworpen artikel.

+

Volgens het tweede lid, deelt de procureur-generaal de aanvraag onmiddellijk mee aan de Minister, die met het administratief dossier, alle inlichtingen verschaft die nuttig geacht worden.

Over het algemeen bevinden alle inlichtingen met betrekking tot de aanvrager zich in het administratief dossier. De gemachtigde ambtenaar is het hiermee eens. Volgens hem beogen de woorden "alle inlichtingen die nodig geacht worden", aan de Minister de mogelijkheid te geven om uitleg te verschaffen of commentaar te verstrekken bij de aanvraag en bij het dossier, in de vorm van een memorie van antwoord.

+

De eerste volzin van het tweede lid verplicht de Minister het administratief dossier te bezorgen, maar bepaalt geen termijn hiervoor. De tweede volzin van het tweede lid legt aan de procureur-generaal de verplichting op om de zaak aanhangig te maken bij de kamer van inbeschuldigingstelling binnen een maand na de aanvraag, maar zegt niet welke de gevolgen zijn als die termijn wordt overschreden.

Indien de Minister het dossier niet tijdig bezorgt, moet de procureur-generaal alleen de aanvraag onderwerpen aan de kamer van inbeschuldigingstelling, vóór het verstrijken van de in het tweede lid bepaalde termijn van één maand.

In dat geval is de kamer van inbeschuldigingstelling niet bij machte om uitspraak te doen. Na te hebben vastgesteld dat het administratief dossier ontbreekt, neemt zij een beslissing waarbij de neerlegging van het dossier wordt gelast. Deze beslissing brengt, overeenkomstig het vierde lid van hetzelfde artikel, verlenging mee met twee weken van de termijn van twee maanden binnen welke zij over de aanvraag uitspraak moet doen.

+

De tweede volzin van het tweede lid legt aan de procureur-generaal de verplichting op om de betrokkene te verwittigen van de dag en het uur waarop de aanvraag door de kamer van inbeschuldigingstelling zal worden onderzocht, maar bepaalt niet welke termijn er moet verlopen tussen die kennisgeving en de rechtsdag. De aanvrager moet nochtans over een voldoende termijn beschikken vóór de terechtzitting, om zijn verweer voor te bereiden en eventueel een beroep te doen op een raadsman. Voorgesteld wordt deze termijn te bepalen op acht vrije dagen.

+

Geen enkele bepaling van het ontwerp zegt of de aanvrager persoonlijk moet verschijnen, dan wel vertegenwoordigd mag worden. Het derde lid gaat er van uit dat de aanvrager persoonlijk is verschenen of dat hij zich heeft laten vertegenwoordigen. Volgens de gemachtigde ambtenaar werd de formule "na de betrokkene of zijn advocaat te hebben gehoord" verkozen boven de formule "na de betrokkene en zijn advocaat te hebben gehoord", om aan de aanvrager de mogelijkheid te geven zich te laten vertegenwoordigen door een advocaat.

In correctionele zaken kan de beklaagde zich laten vertegenwoordigen door zijn raadsman in uitzonderlijke gevallen die vermeld zijn in artikel 185, § 2, van het Wetboek van strafvordering (1). In het onderhavige geval is er geen enkele grond om van de regel van de persoonlijke verschijning af te wijken. Daar de aanvraag niet gemotiveerd moet zijn, zal het meestal nodig zijn dat de kamer van inbeschuldigingstelling aan de aanvrager persoonlijk vragen kan stellen.

Indien de aanvrager niet aanwezig is, maar een geldige reden heeft doen gelden om niet te verschijnen (hij is bijvoorbeeld ernstig ziek), kan de kamer van inbeschuldigingstelling de zaak vanzelfsprekend verdagen over-

.../...

---

(1) Artikel 185, § 2, van het Wetboek van strafvordering bepaalt :
"De beklaagde verschijnt persoonlijk. Hij kan zich echter door een advocaat laten vertegenwoordigen in zaken betreffende misdrijven waarop geen hoofdgevangenisstraf is gesteld, of in debatten die slechts betrekking hebben op een exceptie, op een tussengeschil dat de zaak zelf niet raakt, of op de burgerlijke belangen".

eenkomstig het bepaalde in het vijfde lid. Buiten dit geval is er geen enkele bepaling die zegt wat de kamer van inbeschuldigingstelling moet doen indien de aanvrager niet verschijnt.

Twee oplossingen zijn mogelijk : ofwel verklaart de kamer de aanvraag niet ontvankelijk alleen al omdat zij vaststelt dat de aanvrager afwezig is, ofwel doet zij uitspraak bij verstek.

De Regering en de Wetgevende Kamers moeten kiezen tussen deze twee oplossingen, en indien voor de tweede oplossing wordt gekozen, moeten ze beslissen of het bij verstek gewezen arrest bij wege van verzet kan worden aangevochten. In dat geval zou in de betekening van het bij verstek gewezen arrest moeten worden voorzien en zou moeten worden bepaald in welke vorm en binnen welke termijn verzet moet worden gedaan.

+

Geen enkele bepaling van het ontwerp stelt dat het dossier aan de betrokkene of aan zijn raadsman medegedeeld moet worden of te hunner beschikking moet worden gesteld vóór de terechtzitting. Als die mogelijkheid niet wordt geboden, zou het proces oneerlijk kunnen worden geacht ten aanzien van artikel 6, § 1, van het Europese verdrag van de rechten van de mens, vermits de procureur-generaal van zijn kant wel inzage kan nemen van het dossier.

.../...

Voorgesteld wordt het dossier ter beschikking te stellen van de aanvrager en van zijn raadsman, ten minste vijf dagen vóór de terechtzitting waarop de aanvraag zal worden onderzocht.

+

Bij de vierde, het vijfde en het zesde lid zijn geen opmerkingen te maken, tenzij dat in de tweede volzin van het vierde lid, de woorden "aanvullende gegevens" moeten worden vervangen door de woorden "aanvullende inlichtingen".

Tot besluit wordt voorgesteld het ontworpen artikel 25ter als volgt te redigeren :

"Artikel 25ter.

Een recidivist of een gewoontemisdadiger kan opkomen tegen de beslissing van de Minister die zijn internering gelast op grond van artikel 25bis. Daartoe richt hij, binnen tien dagen (1) na de kennisgeving van de beslissing, een aanvraag tot de kamer van inbeschuldigingstelling van het hof van beroep in welks rechtsgebied de rechtbank die de terbeschikkingstelling van de Regering heeft uitgesproken, haar zetel heeft. De griffie van het hof van beroep doet de aanvraag aan de procureur-generaal toekomen.

.../...

---

(1) Deze termijn wordt slechts als voorbeeld gegeven.

De procureur-generaal deelt deze aanvraag onmiddellijk mee aan de Minister, die hem het administratief dossier van de betrokkene bezorgt en hem elke uitleg verschaft die hij nuttig acht. Binnen een maand na de indiening van de aanvraag, onderwerpt de procureur-generaal deze aan de kamer van inbeschuldigingstelling en geeft hij de aanvrager ten minste acht vrije dagen (1) tevoren, bij ter post aangetekende brief, kennis van de dag en het uur waarop de zaak zal worden behandeld.

Behoudens in de gevallen dat de openbaarheid gevaarlijk wordt geacht voor de orde en de goede zeden, is de terechtzitting van de kamer van inbeschuldigingstelling openbaar indien de aanvrager hierom verzoekt.

De aanvrager verschijnt persoonlijk en kan zich laten bijstaan door een advocaat. Het dossier wordt vóór de terechtzitting gedurende ten minste vijf dagen (2) ter beschikking gesteld van de aanvrager en van zijn raadsman.

De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak binnen twee maanden na de indiening van de aanvraag, na de aanvrager en zijn raadsman alsook het openbaar ministerie te hebben gehoord(3).

.../...

---

(1) Deze termijn wordt slechts als voorbeeld gegeven.

(2) Idem.

(3) Zie bladzijde 30 van dit advies, de opmerking voor het geval dat de aanvrager ter zitting niet verschijnt.

Indien de kamer van inbeschuldigingstelling ... (voorts zoals in het ontwerp, maar men schrijve "aanvullende inlichtingen" in plaats van "aanvullende gegevens" en "... de termijn bepaald in het vijfde lid" in plaats van "... de termijn bepaald in het vorig lid")".

Het ontworpen artikel 25quater.

De Raad van State stelt voor het artikel in zijn geheel als volgt te redigeren :

"Artikel 25quater.

Na een jaar vrijheidsberoving die uitsluitend is gesteund op een beslissing tot internering overeenkomstig artikel 25bis, kan de geïnterneerde recidivist of gewoontemisdadiger aan de Minister van Justitie vragen in vrijheid te worden gesteld.

Die aanvraag kan jaarlijks worden hernieuwd.

De Minister beslist binnen een maand na de aanvraag en kan deze afwijzen indien de reclassering van de betrokkene nog steeds onmogelijk blijkt.

Indien de Minister niet beslist heeft binnen de gestelde termijn, wordt de betrokkene in vrijheid gesteld.

.../...

De beslissing waarbij de Minister de aanvraag afwijst, moet met redenen zijn omkleed overeenkomstig artikel 25bis, tweede lid; de directeur van de inrichting waar de betrokkene is geïnterneerd, geeft hem kennis van die beslissing en overhandigt hem een afschrift daarvan.

De recidivist of de gewoontemisdadiger die op grond van artikel 25bis wordt geïnterneerd, kan tegen de beslissing van de Minister opkomen volgens de procedure bepaald in artikel 25ter".

Artikel 5 (dat artikel 2 van het ontwerp wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

In artikel 26 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden ... (zoals in het ontwerp);

2° het eerste lid wordt als volgt aangevuld :

"Behoudens in de gevallen dat de openbaarheid gevaarlijk wordt geacht voor de orde en de goede zeden, is de terechtzitting van de kamer van inbeschuldigingstelling openbaar indien de aanvrager hierom verzoekt".

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
J.-J. STRYCKMANS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.